



OFFENSIVE DE L'ARMÉE DANS LE SUD DU DARFOUR

30 morts et 30 000 déplacés

Les combats dans la région de Mouhajiriya, dans le sud de la région soudanaise du Darfour, ont fait au moins 30 morts et provoqué le déplacement de 30 000 civils, a déploré hier la haut commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme Navi Pillay.

M^{me} Pillay s'est inquiétée de la «détérioration» de la situation dans cette région où s'affrontent les forces gouvernementales et les rebelles du JEM (Mouvement pour la justice et l'égalité) depuis le 15 janvier. Les forces gouvernementales ont effectué des «bombardements aériens indiscriminés» qui ont fait au moins 30 morts, dont des femmes et des enfants, a dénoncé la haut commissaire.

M^{me} Pillay a également accusé les rebelles du JEM d'avoir pris



Les rebelles contrôlent la ville.

position dans des zones densément peuplées par des civils, «mettant en danger leur sécurité». «Je suis très préoccupée par l'impact des combats sur la situation humanitaire déjà difficile à Mouhajiriya», a souligné la haut commissaire en indiquant que les organisations humanitaires ont dû évacuer leur personnel de la région en raison de l'insécurité. Le secteur de Mouhajiriya a été la cible lundi de bombardements aériens alors que les autorités soudanaises ont demandé à la force de maintien de la paix de l'ONU et de l'Union africaine (Minuad) de quitter la région. Le Soudan a demandé dimanche à la Minuad de se retirer de cette ville contrôlée par les rebelles du JEM depuis la mi-janvier et a ouvertement annoncé lundi que son armée se préparait à des combats.

Photos : AP

PROCHE-ORIENT

Explosion d'une roquette palestinienne à Ashkelon

Une roquette tirée par des combattants palestiniens de la bande de Gaza a explosé hier matin dans la ville d'Ashkelon, dans le sud d'Israël, a annoncé l'armée.

L'engin a provoqué des dégâts mais pas de victime, a ajouté un porte-parole militaire.

Il s'agit du tir de roquette le plus profond à l'intérieur du territoire israélien depuis l'entrée en vigueur le 18 janvier d'un cessez-le-feu ayant mis fin à l'opération militaire israélienne dans la bande de Gaza au cours de laquelle plus de 1 330 Palestiniens ont été tués.

Ashkelon se trouve à environ 13 km de la bande de Gaza. Le Premier ministre Ehud Olmert, le ministre de la Défense Ehud Barak et la ministre des Affaires étrangères Tzipi Livni se sont réunis dans la matinée, a annoncé à la radio la chef de la diplomatie, sans s'exprimer sur la teneur des discussions.

Selon la radio publique, ils ont discuté d'une possible réplique à ce dernier tir, et évoqué les discussions indirectes ayant eu lieu au Caire, via l'Egypte, avec le mouvement islamiste Hamas au sujet d'une trêve.

«Il faut frapper durement le Hamas. Sinon, l'équilibre de la dissuasion que nous avons créé lors de l'opération (dans la bande de Gaza entre le 27 décembre et 18 janvier) sera remis en cause», a déclaré M^{me} Livni.

Pour sa part, M. Barak a convoqué d'urgence dans la matinée services de sécurité et responsables de l'armée, selon la radio militaire. «Que l'on ne s'y méprenne pas, il y aura une riposte à



ces tirs», a déclaré M. Barak à la presse lors d'une visite dans le nord d'Israël. «Nous avons asséné un coup dur au Hamas (...) et s'il ressort qu'il faut en asséner un autre, encore plus fort, ce coup viendra au moment opportun», a-t-il déclaré.

Dans des messages téléphoniques à des habitants de la bande de Gaza, l'armée israélienne a exhorté ceux qui résident dans le secteur de Rafah, à la frontière avec l'Egypte, à

s'éloigner, ce qui laisse augurer de nouveaux raids aériens contre des tunnels de contrebande. Certains de ces souterrains sont, selon Israël, utilisés par le Hamas pour s'approvisionner en armes. Ehud Olmert avait prévenu dimanche qu'Israël allait réagir de «façon disproportionnée» à la poursuite des tirs de roquettes palestiniennes.

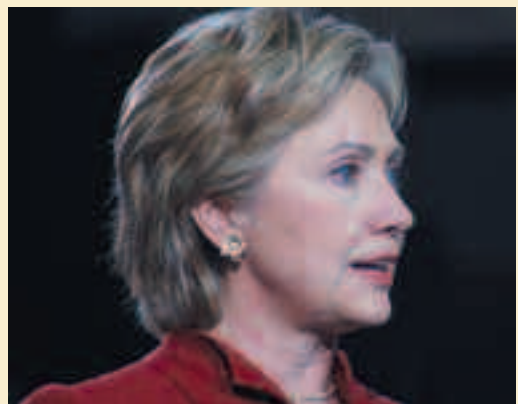
Un haut responsable du ministère de la Défense, Amos Gilad, a pour sa part affirmé à la radio militaire que les combattants du Hamas n'étaient pas à l'origine des tirs de ces derniers jours. «Ce n'est pas le Hamas, mais cela ne change rien car le Hamas prétend gouverner la bande de Gaza, il doit donc en assumer la responsabilité», a-t-il ajouté, estimant que les tirs sont le fait de «groupes extrémistes manipulés par l'Iran». «Peu importe ce qui sortira des contacts actuels entre le Hamas et l'Egypte, Israël conservera son droit de riposte militaire en cas d'attaques», a ajouté M. Gilad, qui s'est rendu à plusieurs reprises au Caire pour négocier la trêve. «Ils (le Hamas) peuvent proclamer une trêve d'un an, un an et demi, deux ans, peu importe, si nous sommes attaqués nous exercerons notre droit de réagir militairement et nous ne nous contenterons pas de fermer les points de passage» entre Israël et Gaza, a-t-il poursuivi. Le Hamas est favorable à une trêve «d'un an» avec Israël dans la bande de Gaza à condition que soient rouverts les points de passage avec ce territoire, selon le porte-parole du mouvement islamiste.

ÉTATS-UNIS

Première rencontre Kouchner-Clinton jeudi à Washington

Le ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner se rendra jeudi à Washington pour une «première réunion de travail» avec son homologue américaine, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton, a annoncé hier son ministère.

Cette visite «sera l'occasion pour les deux ministres de se concerter sur les grands enjeux globaux et sur les grands sujets de l'actualité internationale, notamment le Proche-Orient, l'Iran, l'Irak, l'Afghanistan, le Darfour et la République démocratique du Congo», a déclaré à la presse le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Eric Chevallier. «Cette première réunion de travail s'inscrit dans le contexte de la nouvelle relation transatlantique que nous avons appelée de nos vœux», a-t-il pour-



Hillary Clinton.

suiwi. M^{me} Clinton devait rencontrer hier ses homologues allemand Frank-Walter Steinmeier

UN AN APRÈS L'OFFENSIVE REBELLE SUR N'DJAMENA Situation délétère au Tchad

Libertés étouffées, insécurité, crise sociale et économique : des membres de la société civile tchadienne ont dressé un bilan désastreux du Tchad, un an après l'offensive rebelle qui avait fait vaciller le régime d'Idriss Deby, et ont déploré le «silence assourdissant» de la France.

Les trois membres de la délégation tchadienne, en visite à Paris puis à Bruxelles, espèrent attirer l'attention des autorités françaises et européennes sur une situation qui, selon eux, n'a cessé de se dégrader depuis l'attaque rebelle sur N'Djamena, les 2 et 3 février 2008.

«La démocratie tchadienne est en faillite», a résumé Tenabaye Massalbaye, président de la Ligue tchadienne des droits de l'Homme (LTDH), lors d'une conférence de presse hier à Paris.

«Il y a une présence massive de militaires dans les rues, aucune manifestation n'est acceptée, la presse est mise au pas, il y a des rumeurs persistantes de disparitions et d'assassinats, notamment dans l'est» du pays, a-t-il énuméré.

Le climat s'est encore alourdi avec la récente annonce de l'unification de tous les mouvements rebelles tchadiens et leur menace de renverser Deby. Pour M. Massalbaye, aucune leçon n'a été tirée depuis un an, et le pouvoir n'a jamais donné aucune réponse aux questions soulevées par une commission d'enquête tchadienne mise en place après l'offensive rebelle des 2 et 3 février 2008.

Le pouvoir du président Deby avait alors vacillé avant de reprendre la main, avec le soutien de la France, et au terme de combats ayant fait des centaines de morts. Aucune enquête n'a jamais été engagée sur la disparition de l'opposant Ibni Oumar Mohamat Saleh, enlevé par des militaires tchadiens lors de l'offensive et présumé mort depuis, a rappelé M. Massalbaye. «Nous n'avons pas plus d'informations sur les lieux secrets de détention mis en place par le régime et le sort de quelque 400 prisonniers de guerre», évoqués dans le rapport de la commission d'enquête, a-t-il ajouté. Enfin, le gouvernement n'a jamais aboli une ordonnance prise après l'attaque et imposant des restrictions drastiques à la presse dans le cadre de l'état d'urgence.

L'avocate Delphine Djiraibé, membre de la délégation, a regretté «le silence assourdissant» de la France, qui avait à l'époque fait pression pour la mise en place d'une commission d'enquête.

«Paris continue à collaborer avec Deby comme si de rien n'était», a-t-elle déploré. De manière générale, «la politique de la France au Tchad est difficilement lisible», a estimé M^{me} Djiraibé, en indiquant «avoir le sentiment de prêcher dans le désert». L'avocate a de nouveau appelé Paris à soutenir un dialogue politique large au Tchad, incluant l'opposition mais aussi les rebelles. «On est dans une impasse, il faut parler avec eux. Une victoire militaire au Tchad n'est jamais

définitive et les rébellions renaissent toujours de leurs cendres», a-t-elle rappelé.

Président de l'Union des syndicats du Tchad (UST), Michel Barka a pour sa part évoqué «le calvaire» des Tchadiens et leurs «espoirs déçus» face à la rente pétrolière, dans un pays qui produit 170 000 barils/jour et reçoit environ 750 millions d'euros de recettes de l'or noir par an. «Le gouvernement ne s'en cache pas lui-même: il achète des armes avec l'argent du pétrole», a déclaré M. Barka. Dans le même temps, 80% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, et le prix du sac de riz a quasiment doublé récemment.

Le maire de la capitale malgache destitué par le gouvernement

Le maire d'Antananarivo Andry Rajoelina, engagé dans un bras de fer avec le régime malgache, a été destitué hier de ses fonctions par le ministère de l'Intérieur qui a nommé un administrateur provisoire, a annoncé le préfet d'Antananarivo, Edmond Rakotomavo.

«Il y a eu un arrêté pris par le ministère de l'Intérieur qui remplace la direction de la capitale par une délégation spéciale», a annoncé le préfet à la presse à la mairie. «On a voulu notifier (la décision) au maire mais il n'était pas là. Il a fallu prendre une ordonnance pour que les membres de la délégation spéciale puissent entrer dans les bureaux», a ajouté M. Rakotomavo.

Le nouvel administrateur de la capitale, le «président de délégation spéciale», Guy Randrianarisoa, a déjà occupé les fonctions de secrétaire général de la mairie d'Antananarivo.



DIPLOMATES DISPARUS AU NIGER

Une délégation canadienne dans le nord du Mali

Une délégation canadienne s'est récemment rendue dans le nord du Mali pour rencontrer des représentants des autorités locales, «au sujet de la disparition des deux diplomates canadiens» à la mi-décembre au Niger, a-t-on appris hier de sources concordantes.

«Une délégation canadienne s'est rendue dans plusieurs localités du nord du Mali pour rencontrer des officiels et des notables. Ils sont venus par exemple ici à Kidal», a affirmé à l'AFP un responsable du gouvernement de Kidal, chef-lieu de la région du même nom. Selon plusieurs sources, cette mission canadienne s'est achevée lundi. «La délégation est venue pour s'informer, pour demander notre aide, au sujet de la disparition des deux diplomates canadiens. Nous avons promis notre aide», a affirmé à l'AFP Mohamed Ag Issouf, un notable du nord du Mali ayant assisté à l'une des rencontres avec la délégation canadienne.

Le Canada a demandé l'aide du Mali pour retrouver Robert Fowler, envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU pour le Niger, disparu en compagnie de son collègue Louis Guay et de leur chauffeur nigérien au retour d'une excursion le 14 décembre dans une mine d'or exploitée par une société canadienne à Samira.

Leur voiture portant l'emblème du Pnud (Programme des Nations Unies pour le développement) avait été retrouvée le lendemain sur une route à quelques dizaines de kilomètres à l'ouest de la capitale nigérienne. Fin janvier, le quotidien canadien *Ottawa Citizen* avait cité une source anonyme au Conseil de sécurité de l'ONU affir-



Robert Fowler, envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU.

mant : «Il y a eu des indications il y a quelques jours qu'il (Robert Fowler, ndlr) était vivant.»

Interrogé, le ministère canadien des Affaires étrangères n'avait pas commenté cette information.

DIPLOMATIE

L'émissaire américain pour la Corée du Nord, futur ambassadeur en Irak

Le négociateur américain sur le nucléaire nord-coréen Christopher Hill a été choisi sur la présidence Barack Obama pour devenir ambassadeur en Irak, a rapporté hier la presse américaine.

M. Hill, qui a mené la délégation américaine dans le cadre du processus de négociations sur la dénucléarisation de Pyongyang impliquant six pays (Chine, Corée du Nord, Corée du Sud, Etats-Unis, Japon, Russie), succédera à Ryan Crocker à Bagdad, selon la chaîne ABC News.

Ce choix est inattendu, indique le *Washington Post*, notant que M. Hill, contrairement à son prédécesseur, ne parle pas arabe et n'est pas un spécialiste de la région.

Avant de s'atteler à la dénucléarisation d'un des pays les plus fermés au monde en tant que secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires asiatiques, la carrière de ce diplomate quinquagénaire chevronné avait surtout été tournée vers l'Europe.

Il a été ambassadeur en Pologne, en Macédoine, envoyé spécial au Kosovo et l'un des négociateurs-clés de l'accord de paix de Dayton pour la Bosnie au milieu des années 1990. Il parle polonais, serbo-croate et macédonien, indique sa biographie officielle sur le site du département d'Etat.

En tant qu'ambassadeur en Irak, Christopher Hill sera amené à mettre en œuvre la nouvelle approche de l'administration, alors

que Barack Obama prévoit de réduire la présence américaine dans le pays, afin d'envoyer plus de troupes en Afghanistan.

Dimanche, le président américain a estimé que les Etats-Unis étaient en mesure de transmettre plus de responsabilités aux Irakiens, après les élections provinciales de la veille et une réduction de la violence dans le pays.

Pendant la campagne présidentielle, M. Obama avait proposé un calendrier de 16 mois pour un retrait des troupes de combat d'Irak, mais n'a pas réitéré cet engagement depuis sa prise de fonction le 20 janvier. Lors de son investiture, il s'est contenté d'affirmer que les Etats-Unis allaient «commencer à se retirer de manière responsable».

NEW DELHI

Le dalaï-lama se repose au lendemain de sa brève hospitalisation

Le dalaï-lama, le chef spirituel des bouddhistes tibétains âgé de 73 ans, se reposait hier dans le nord de l'Inde au lendemain de sa brève hospitalisation à New Delhi pour un nerf du bras coincé, a annoncé son porte-parole.

«Il est dans sa résidence et porte la minerve qui lui a été prescrite», a déclaré à l'AFP par téléphone Tenzin Takhla depuis la bourgade des contreforts himalayens de Dharamsala où le dignitaire vit en exil depuis 1959.

Le dalaï-lama «reprendra ses activités demain (mercredi), en particulier ses enseignements religieux», a assuré M. Takhla, son plus proche conseiller.

Le moine bouddhiste avait été transporté lundi en avion depuis Dharamsala jusqu'à un grand hôpital de New Delhi après s'être plaint d'«une douleur au bras».

Après un court examen, il a été établi que «sa Sainteté souffrait d'un pincement d'un nerf de son



Le dalaï-lama, chef spirituel des bouddhistes tibétains.

bras dû probablement à un mouvement brusque ou à une mauvaise position», a expliqué M. Takhla.

Le lauréat 1989 du prix Nobel de la paix est invité à Rome pour y recevoir lundi prochain le titre de

«citoyen d'honneur» de la capitale italienne, mais sa venue n'a pas été confirmée.

Son hospitalisation lundi était la troisième en cinq mois.

Il avait été opéré en octobre à New Delhi de la vésicule biliaire, puis avait repris ses nombreux voyages à l'étranger en rencontrant notamment en décembre le président français Nicolas Sarkozy en Pologne. Cela avait profondément irrité Pékin.

Le dalaï-lama, dont la santé fragile est suivie comme celle d'un chef d'Etat, avait déjà été hospitalisé fin août à Bombay pour une «gêne abdominale» et une «très grande fatigue».

En 2008, profitant des Jeux olympiques en Chine, l'unique et célèbre figure de la cause tibétaine avait multiplié les déplacements à l'étranger pour sensibiliser la communauté internationale à ce qu'il juge être «des violations des droits de l'Homme» et «un génocide culturel» perpétrés par la Chine au Tibet.

